

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

22/05/2012

Rappel

- Le choix des articles et leur rubriquage sont proposés par le département Information et Communication du Conseil National des Droits de l'Homme
- La revue de presse est un document et un moyen de veille et de suivi quotidien des articles de la presse nationale et internationale sur les questions de droits de l'Homme. Adressée aux responsables, aux membres et cadres du CNDH, elle a pour objectif d'informer et d'aider à la prise de décision.
- Ce document est adressé également à certains partenaires du Conseil, ainsi qu'à certains établissements publics et représentations marocaines à l'étranger
- Les opinions exprimées dans ces articles n'engagent que leurs auteurs

* تذكير:

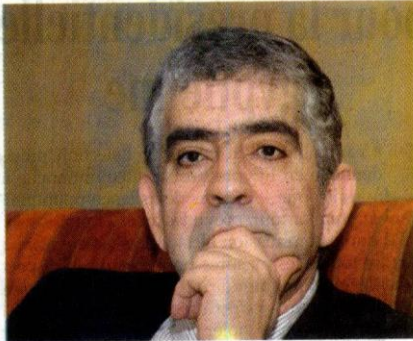
- اختيار المقالات وتبويبها مقترح من طرف شعبة الإعلام والتواصل بالمجلس
- هذه وثيقة للرصد والتتبع اليومي للمقالات الصحفية المرتبطة بمجال حقوق الإنسان وطنيا ودوليا، موجهة أساسا للإخبار والمساعدة على اتخاذ القرار، لمسؤولي، أعضاء وأطر المجلس الوطني لحقوق الإنسان
- توجه هذه الوثيقة أيضا لبعض شركاء المجلس وبعض المؤسسات العمومية والتمثيلية الدبلوماسية المغربية بالخارج
- الآراء الواردة في المقالات لا تعبر إلا عن أفكار أصحابها



CNDH dans la presse nationale

المجلس في الصحافة الوطنية

Le bilan du Maroc soumis à l'appréciation de l'EPU



Driss El Yazami, président du CNDH.

C'est aujourd'hui que le Maroc est attendu à la 13e session du Groupe de travail sur l'EPU qui se tient du 21 mai au 4 juin 2012 à Genève. Le Royaume aura, au titre du second cycle de l'Examen périodique universel (EPU), relatif aux droits de l'Homme à répondre aux questions écrites qui lui avaient été soumises. En effet, quelques nations à titre préliminaire dont entre autres, le Danemark, l'Irlande, la Slovénie le Royaume-Uni, avaient demandé à notre pays quelles étaient les actions entreprises quant aux questions relatives aux droits de l'Homme en divers contextes (femmes, Code de la presse, abrogation d'aspects de textes de lois dont notamment l'article 475, droits des mineurs, tortures, intentions d'adhésion à divers protocoles onusiens, égalité à l'héritage, etc).

Le Maroc aura en outre à répondre à d'autres questions lors du dialogue interactif au cours duquel 95 représentants de pays orateurs devront prendre la parole. Il sera représenté par une importante délégation gouvernementale que conduira le ministre de la Justice et des Libertés, Mustapha Ramid. L'autre délégation, non gouvernementale celle-là, représentant le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) est aussi présente pour prendre part à ces travaux et ce dans le cadre du deuxième cycle de l'Examen périodique universel (EPU). Le Conseil présentera un rapport à ce titre dans lequel, il soumettra quelques recommandations dont nous faisons état en page 3, de même que pour les questions posées au Maroc par les pays précités.

M.J.K

Lire les recommandations du CNDH en P 3

Examen périodique universel

Les recommandations du CNDH

Six recommandations doivent être présentées par le CNDH:

□ Le CNDH appelle à l'inclusion des acteurs de la société civile au processus d'élaboration des lois prévues par la Constitution et la mise en place, en association avec la société civile, des institutions constitutionnalisées relatives aux droits humains, à la citoyenneté et à la bonne gouvernance.

□ Le CNDH recommande l'adoption officielle et la mise en œuvre du plan d'action national des droits humains et de démocratie, de même que la mise en œuvre des dispositions de la plateforme citoyenne pour la promotion de la culture des droits de l'Homme. Il demande que l'institution nationale et la société civile soient étroitement associées à la mise en œuvre, l'évaluation régulière et la mise à jour de ces deux instruments de cohérence stratégique.

□ Le CNDH appelle à une révision urgente et globale des textes réglementant le secteur de la communication (et notamment la presse écrite), et des dispositions pénales dans le domaine de la liberté d'expression, en conformité avec les dispositions constitutionnelles et les principes du droit international des droits de l'Homme, en veillant notamment à la suppression des peines privatives de liberté dans le Code de la presse.

□ Le CNDH exhorte le gouvernement marocain à renforcer sa pratique conventionnelle par :

- La mise en place des mécanismes nationaux prévus par les conventions internationales et les protocoles facultatifs après concertation et selon une démarche participative et inclusive des parties prenantes concernées, en premier lieu le mécanisme national de prévention de la torture.

- La ratification du statut instituant la Cour pénale internationale et la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes

contre les disparitions forcées ;

- L'invitation permanente des procédures spéciales ;

- L'observation de la régularité et de la périodicité de présentation des rapports devant les organes des traités et la mise en œuvre et le suivi des recommandations émises lors de leurs examens ;

- La poursuite de ses efforts en terme de production des normes des droits humains à la lumière de ses initiatives dans l'élaboration de la « déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'Homme et les libertés fondamentales universellement reconnus », la « déclaration des Nations unies sur l'éducation et la formation aux droits de l'Homme » et la récente résolution portant sur la nomination d'un titulaire du mandat sur la vérité et la réconciliation.

- L'accélération du processus du dépôt des instruments d'adhésion à l'OP-CAT et le lancement d'un processus de consultation inclusif avec les parties prenantes pour la mise en place du mécanisme national de prévention ;

- L'adhésion au deuxième protocole du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ;

- L'adhésion au protocole du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ;

- La promulgation d'une loi spéciale relative au statut des réfugiés en conformité avec la convention de 1951 concernant leur statut et la facilitation de la procédure d'octroi de ce statut ;

- L'harmonisation de la législation marocaine avec les dispositions internationales pertinentes en vue de combattre la traite des personnes.

□ le CNDH appelle à l'adoption du projet de loi N° 62-09 relative au renforcement des droits des personnes en situation de handicap, fruit d'une concertation entre les partenaires de la société civile et

divers départements ministériels. Ce projet de loi stipule les droits humains inhérents à toute personne handicapée et prévoit l'ensemble des mesures assurant l'autonomie et l'intégration sociale et professionnelle ainsi que la participation à la vie en société. Question transversale, l'handicap doit être pris en compte dans l'ensemble des textes et des dispositions dans le respect du principe de l'inclusion. Le CNDH appelle à la mise sur pied d'un mécanisme de monitoring des politiques publiques qui aura pour fonction de s'assurer que la dimension handicap et le principe de non-discrimination sur la base du handicap sont mis en œuvre de manière transversale dans toutes les politiques publiques, et cela conformément aux dispositions de l'Article 33 paragraphe 2 de la CDPH.

□ Le CNDH considère que le progrès du Maroc et le succès du chantier des réformes politiques, économiques et sociales sont tributaires de la capacité du Maroc à accélérer les réformes visant la promotion de l'égalité et la dignité de tous les citoyens et plus particulièrement des femmes et fillettes. A cet effet, l'élaboration et la mise en œuvre de la Constitution et des politiques publiques devraient être guidées par deux principes structurants, à savoir la non-discrimination et la parité. Le CNDH appelle aussi à l'adoption d'une loi spécifique sur la violence conjugale.

□ Le CNDH recommande de poursuivre la mise en œuvre de la convention signée entre le ministère de l'Intérieur et le CCDH en complétant l'étude d'évaluation réalisée en 2010, par l'élaboration et la réalisation d'un schéma d'intervention pédagogique en vue de l'intégration des droits humains dans les établissements de formation des agents chargés de la loi, ainsi que la mise en œuvre effective de la recommandation de l'IER relative à la bonne gouvernance sécuritaire.



جمع بين الإشادة والانتقاد للوضعية الحقوقية بالمغرب

التقرير الأهمي: انتقد استمرار الاختطاف والتعذيب ووجود معتقلات سرية

■ أخبار اليوم ■

لم يثن التقرير، الذي أعدته المفوضية السامية لحقوق الإنسان، موقفا صارما إزاء المغرب، بدا موزعا بين الإشادة بالجهود التي قام بها المغرب منذ 2009 حتى 2011 في مجال حقوق الإنسان، لكنه لم يخل من الانتقاد والتعير عن القلق كلما تعلق الأمر بانتهاكات وتجاوزات لمبادئ حقوق الإنسان كما هي متعارف عليها عالميا.

يؤكد التقرير أن لجنة مناهضة التعذيب بمجلس حقوق الإنسان، التابع للأمم المتحدة، تلقى «بارتياح التصديق» في عام 2009 على اتفاقية حقوق الأشخاص ذوي الإعاقة، وعلى البروتوكول الملحق بها. كما تلقى بارتياح التصديق على معاهدة تهريب المهاجرين عن طريق البر والبحر والجو المكمل للاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الجريمة المنظمة. وسحب التقرير الاتفاقيات الدولية، منها المادة 14 من اتفاقية حقوق الطفل. لكن لجنة مناهضة التعذيب ذاتها كانت في كل مرة يصادق المغرب على بعض الاتفاقيات الدولية تخفيفه إلى ضرورة



ورقة حقوقية سابقة أمام مقر المجلس الوطني لحقوق الإنسان

الوضعية الملحق في السجنون المتوفرة حاليا، وأن يتيح الفرصة للمراقبين المحليين والدوليين لإجراء زيارات منتظمة ومستقلة ومفاجئة، وغير محدودة إلى أماكن الاحتجاز، وأوصته بأن يحقق في جميع الوفيات أثناء الاحتجاز وملاحقة الجناة عند الانتضاء.

وسجل التقرير نفسه غياب تشريعات تنص على منع أعمال العنف الممارس ضد النساء وقمعها، وتحصي ضحايا تلك الأعمال والشهود. وثنى التقرير مطالب الجمعيات الحقوقية في هذا الصدد، حيث دعا المغرب إلى ضرورة تعديل القانون الجنائي في اتجاه تجريم الاعتصاب الزوجي، والحرص على عدم الغلات الجناة من العقاب بالزواج بضحاياهم.

وبخصوص الإرهاب، سجل التقرير أن لجنة القضاء على التمييز العنصري أوصت المغرب بأن يتخذ الإجراءات اللازمة لتطبيق الضمانات القانونية الأساسية على الأشخاص المشتبه فيهم في تورطهم في الإرهاب وتطرق التقرير إلى حالات الترحيل السري، وأوضح أن المغرب ينبغي أن يكفل عدم

إفائه لا يشتغل على أي «مادة» تخدم هذه الممارسة تحديدا، أما التعذيب، فقد أكد تقرير المفوضية أن لجنة مناهضة التعذيب طالعت المغرب في 2011 بتوسيع نطاق تطبيق التعريف السواردي في القانون الجنائي الحالي وفقا للمادة الأولى من

لكنها عبرت عن قلقها إزاء سوء ظروف سجن المحكوم عليهم بالإعدام، ودعت اللجنة المغرب إلى إلغاء عقوبة الإعدام، أما الفريق العامل المعني بحالات الإختفاء القسري فقد سجل أن القانون الجنائي إذا كان يتضمن أحكاما تتعلق بالإختفاء القسري

والصحراويين والسود وغير المواطنين واللاجئين وطالبي اللجوء لا يزال ساكن سكان المغرب ينظرون إليهم نظرة سلبية، وبخصوص حكم الإعدام، سجلت لجنة مناهضة التعذيب بمجلس حقوق الإنسان الوقت الفعلي لتطبيق عقوبة الإعدام،

نعيمة بنواكريم عضوة المجلس الوطني لحقوق الإنسان:

هيئة المناصفة يجب أن تكون لها صفة شبه قضائية وأن تتمتع بالاستقلالية كمؤسسة دستورية



نعيمة بنواكريم

ودعت المتحدثة إلى تبني المقترح الذي تضمنته الدراسة فيما يتعلق بالوضع القانوني للهيئة المكلفة بالمناصفة ومكافحة جميع أشكال التمييز، بأن تكون لها صفة شبه قضائية وأنها إجبارية وتتمتع بوضع مستقل بما أنها مؤسسة ينص عليها الدستور.

وذلك من خلال الوقوف عند الأسس الدستورية والتشريعية الوطنية وكذا التزامات المغرب الدولية في هذا المجال. وقدمت أوجه الاختلاف بين مختلف التجارب المؤسساتية في دول الاتحاد الأوروبي، و دول أمريكا اللاتينية، والتي ترتبط بالتطور التاريخي، ومدى نجاعة وفعالية كل نموذج على حدة.

ففي دول الاتحاد الأوروبي، تم كبدائية تبني نموذج مؤسسات لمكافحة التمييز حسب الجنس، لتعتمد حاليا نحو إحداث نموذج الآلية الشاملة عبر العمل على اندماج مختلف المؤسسات في الية واحدة تعمل على مناهضة التمييز في مجالات عدة.

أما تجربة بلدان أمريكا اللاتينية والتي اعتمدت هذه المؤسسات حديثا وهي أقرب للحالة المغربية لكونها مرت بدورها من مرحلة الانتقال الديمقراطي واعتبر فيها مكافحة التمييز عاملا أساسيا في البناء الديمقراطي.

وأعتبرت من إبرز حالات التمييز المتعدد عندما تنتمي الضحايا لعدة فئات، فيما محدوديتها ترتبط بعدم القدرة على ضمان نفس الاهتمام لكافة أشكال التمييز بالنظر للخصوصيات.

أما الهيئات المختصة فإنها تعد أكثر نجاعة وفعالية خاصة عندما تكون الحاجيات كبيرة في سياق معين، كما يمكن من تطوير خبرة دقيقة وعميقة في المجال المعني، لكن في المقابل لا يمكن هذا النموذج من مراعاة التمييز متعدد الأسباب إلا في حالة التمييز حسب الجنس.

كل الطاقات الفكرية التي تتواجد في الساحة، معتبرة بأن مبادرة إشراك الحزب للمجلس الوطني لحقوق الإنسان تشكل نهجا لخلق مصالحة بين الهيئات والمؤسسات الوطنية والسياسية، خصوصا في السياق الحالي بات يتطلب نوعا من الوضوح السياسي للدفاع عن المشروع الحدائي الذي نتقاسمه ليس فقط الأحزاب اليسارية بل العديد من الهيئات.

وفيما يتعلق بالهيئة المكلفة بالمناصفة ومكافحة كل أشكال التمييز التي تضمها الدستور الجديد، أبرزت أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان في إطار اختصاصاته بالنهوض بحقوق الإنسان أعد دراسة مقارنة استعرض فيها تجارب هيئة المناصفة بدول أعضاء في الاتحاد الأوروبي، وبلدان أمريكا اللاتينية وإفريقيا الجنوبية.

وأوضحت أن ذلك تم من باب الاستئناس بتلك التجارب خاصة وأن المغرب ليست لديه تجربة بهذا الخصوص بما يتناسب مع السياق الوطني لبلورة سند مرجعي للهيئة المكلفة بالمناصفة ومكافحة جميع أشكال التمييز، فيما يتعلق بهما، وتشكيلتها، وهيكلتها.

وكشفت المتحدثة أن تبني كل تجربة من تلك التجارب يرتبط بالسياق الوطني بما يحويه من خطط وسياسات اجتماعية والتطور الذي طال تشريعاتها المناهضة للتمييز وما يتصل بها من آليات، إذ يبقى السياق الوطني هو المحدد في اختيار النموذج الملائم. هذا وأبرزت في هذا الصدد الأسس المعيارية والعملية للهيئة المكلفة بالمناصفة ومكافحة جميع أشكال التمييز

دعت نعيمة بنواكريم عضوة المجلس الوطني لحقوق الإنسان، إلى إطلاق نقاش وطني من أجل تحديد بشكل واضح مسار وفلسفة حقوق الإنسان الذي اختاره المغرب والذي لا يتعارض مع الهوية الوطنية، مشيرة إلى المحاولات التي تتم من أجل تأويل ضيق للدستور بشكل يمس بالمضامين التي حملها.

وأبرزت نعيمة بنواكريم التي قدمت، خلال الملتقى الثالث للمساواة المنظم من طرف القطاع النسائي لحزب التقدم والاشتراكية أول أمس الأحد بالرباط عرضا حول الهيئة المكلفة بالمناصفة ومناهضة العنف والتي كان المجلس الوطني لحقوق الإنسان قد أعد بشأنها دراسة مقارنة، أن الدستور الجديد نص بشكل صريح على استقبالية المواثيق الدولية على القوانين الوطنية، بل وأسس لهوية منفصلة ويجب احترام ذلك، مشددة على استعجالية القيام بقراءة فقهية دستورية واضحة لتجديد التأكيد بأنه ليس هناك تقابل بين حقوق الإنسان والهوية، بل والقيام بجهود فكري وسياسي قبل مباشرة التنزيل الدستوري لعدد من الهيئات التي نص عليها.

وثمنت الفاعلة الحقوقية مبادرة القطاع النسائي لحزب التقدم والاشتراكية بإشراك المجلس الوطني لحقوق الإنسان في لقاء حزبي تنظيمي، مشيرة إلى أن ذلك يعد سابقة مهمة خاصة وأن رصيد المؤسسات والهيئات الوطنية التي يتوفر عليها المغرب بات مطروحا على السياسي أن يستثمر وجودها. وشددت على أهمية اشتغال الحزب مع



امتحان عسير يواجه الرميد في جنيف

يمثل، اليوم (الثلاثاء)، مصطفى الرميد، وزير العدل والحريات، أمام مجلس الأمم المتحدة لحقوق الإنسان في العاصمة السويسرية جنيف، لتقديم التقرير الوطني الثاني عن وضعية حقوق الإنسان بالمغرب.

وينتظر أن تتلو تقديم الرميد عرضه أمام أعضاء المجلس، مناقشة في إطار تفاعلي لحوالي 95 دولة، فضلا عن أسئلة ستطرحها هيئات المجتمع المدني على الوفد المغربي، على أن يرد المغرب بعد ذلك، ويدير المجلس كل النقاشات مع التوصيات في تقرير شامل يوم 25 ماي الجاري.

وأشارت مصادر حقوقية مقربة من وزير العدل والحريات إلى أن التقرير الرسمي الذي سيقدّم به الرميد سيكون شاملا، وسيستعرض من خلاله التطورات الحقوقية التي عاشها المغرب في الفترة الممتدة من سنة 2008 إلى غاية سنة 2011، التي عرفت انتخابات تشريعية سابقة لأوانها، فرضتها تداعيات الربيع العربي على المغرب، بعد صياغة دستور جديد بطريقة تشاركية بين الملكية والأحزاب والمجتمع المدني.

وتحاول حكومة بنكيران، في شخص وزير العدل، لعب دور "الإطفائي" في مرحلة اتسمت، حسب العديد من التقارير الدولية والوطنية، بتراجع حقوقي واضح، خاصة على مستوى تقلص فضوات الاحتجاج السلمي والتي شهدت تدخلات عنيفة لقوات الأمن ضد المحتجين، بما فيها أحداث تازة، ووقفات العاطلين في الرباط.

كما يرتقب أن يدافع الرميد، تصيف المصادر ذاتها، عن المقاربة "الكونية" التي انخرط فيها المغرب من خلال دسترة تجريم التعذيب والاعتقال التسعفي، واتساع مجال الحريات العامة في الدستور الجديد، وتنصيبه على المبادئ الحقوقية الدولية وسمو الاتفاقيات الدولية، فضلا عن عدد من المجالس التي تم الارتقاء بها في الدستور، من بينها المجلس الوطني لحقوق الإنسان الذي تم توسيع صلاحياته في كل ما يتعلق برصد خروقات حقوق الإنسان ومناهضة التعذيب والاختفاء القسري....

إلا أنه ينتظر، بالمقابل، أن يحاسب الرميد من طرف الهيئات الحقوقية الدولية والدول الأعضاء في المجلس حقوق الإنسان الأممي، على تهميش حضور المرأة في الحكومة، وعدم تفعيل مبدأ المناصفة الذي جاء به الدستور الجديد في عهد حكومة الإسلاميين، فضلا عما وصفته تقارير حقوقية دولية مستقلة بـ "عودة شبح الاختطاف" في عهد حكومة الإسلاميين، وهو ما سبق للرميد أن نفاه جملة وتفصيلا في البرلمان، كما يرتقب أن تطرح قضية إدانة الناشط في حركة 20 فبراير معاذ الحاقق بالحبس، ووضعية الإسلاميين في السجون وحرية الصحافة ومنع منشورات أجنبية من التوزيع في المغرب، وموقف حكومة الإسلاميين من إلغاء عقوبة الإعدام، علما أن الرميد نفسه سبق له أن صرح أمام أعضاء لجنة التشريع والعدل بمجلس النواب بأن لا مجال لإلغاء عقوبة الإعدام، وهو ما يتنافى مع اعتراف الدستور المغربي بسمو المبادئ الكونية لحقوق الإنسان.

دفتر تحملات ثقيل ينتظر وزير العدل والوفد الحكومي المرافق له للرد على الأسئلة الموقرة المرتبطة به، من طرف ممثلي الدول بالمجلس الأممي لحقوق الإنسان بجنيف، للتأكد من وفاء المغرب في عهد حكومة بنكيران بالاتفاقيات الدولية التي صادق عليها، بما فيها تلك المتعلقة بحقوق المدنية والسياسية، كحقوق المرأة والطفل، وحرية التعبير والمعتقد، والتعدد اللغوي والثقافي فضلا عن الحقوق الاقتصادية والاجتماعية.



ويتكون الوفد الرسمي من وزير العدل مصطفى الرميد، والمحجوب الهيبية، المندوب الوزاري لحقوق الإنسان، وممثلين عن المجلس الوطني لحقوق الإنسان، فضلا عن ممثلي قطاعات حكومية، ويتعلق الأمر بالوزارة المكلفة بالعلاقات مع البرلمان والمجتمع المدني، ووزارة الصحة والإسكان ووزارة الاتصال ووزارتى الداخلية والخارجية، ومندوبية السجون وأعضاء من المجلس الملكي الاستشاري للشؤون الصحراوية.

كما يرتقب أن يواجه الوفد المغربي بأسئلة تهم الوضع الحقوقي في الصحراء وتطورات الملف بعد سحب المغرب ثقته من مبعوث الأمين العام كريستوفر روس، بعد أن دعا الأخير مجلس الأمن، في تقريره، إلى توسيع صلاحيات المينورسو لتطول مراقبة حقوق الإنسان، وهو ما يعتبره المغرب إخلالا بمبادئ حياد المبعوث الشخصي للأمين العام، وتدخل في مهام المينورسو المحددة في مراقبة اتفاق وقف إطلاق النار، ومسا بمهام السيادة التي يمارسها المغرب في الصحراء.

رشيد باحة

31 هيئة حقوقية ترسم صورة قائمة عن حقوق الإنسان في المغرب

الرباط - محمد بن الطيب

رسمت 31 هيئة حقوقية وطنية ودولية، في تقرير تركيبي أعدته المفوضية الاممية السامية لحقوق الانسان، سيرعرض خلال هذا الاسبوع بجنيف، بالموازاة مع تقديم المغرب لتقريره الوطني الشامل حول وضعية حقوق الانسان بالمغرب، الذي يرأس وقده مصطفى الرميد وزير العدل والحريات،- رسمت- صورة قائمة عن الوضع الحقوقي بالمغرب.

وتحدث التقرير الذي توفر "هيسبريس" على نسخة منه، في الشق المتعلق برؤية المجلس الوطني لحقوق الانسان، للوضعية الحقوية بالمملكة، إلى لجوء المغرب بشكل عرضي إلى الاستخدام المفرط للقوة العامة، مطالبا في هذا الاتجاه بمواصلة تنفيذ اتفاقية الشراكة بينه وبين وزارة الداخلية في مجال تدريب الأطر المكلفة بتطبيق القوانين وتخصيسهم لاحترام حقوق الانسان.

وأوصى **المجلس** بمواصلة تشريعاته مع الأحكام الدولية ذات الصلة بمكافحة الاتجار بالأشخاص، وكذا سن قانون خاص يتعلق بوضع اللاجئين مطابق لاتفاقية عام 1951 الخاصة بوضعهم وتيسير إجراءات منح هذا الوضع، داعيا إلى مراجعة طارئة وشاملة للنصوص المنظمة لقطاع الاتصال وخاصة الصحافة المكتوبة، وللأحكام الجنائية في مجال حرية التعبير، مع السهر بشكل خاص على إلغاء العقوبات السالبة للحرية في قانون الصحافة.

استمرار الانتهاكات ضد المعتقلين في ملفات "الإرهاب"

من جانبها قال المنظمات حقوقية أخرى التي اعتمد التقرير عليها إن الانتهاكات ما زالت ترتكب ضد عشرات الأشخاص المعتقلين في إطار مكافحة الإرهاب، مثل الحبس الانفرادي، وعدم إجراء تحقيقات في ادعاءات التعذيب، واستمرار حالات الاختطاف والاحتجاز التعسفي في المرافق السرية، رغم توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة.

وذكر التقرير الأممي في هذا السياق أن جميعه الكرامة قالت بأن "مهلة الحبس الاحتياطي لا تحترم رغم أنها مفرطة، معلنة أن مكافحة الإرهاب تتسبب في إجراء محاكمات غير عادلة.

وأوصت الهيئة الحقوية المغرب بإلغاء جميع الأحكام التي تقتل الحريات في قانون مكافحة الإرهاب لعام 2003، لا سيما تلك المتعلقة بتعريف الجريمة الإرهابية والحبس الاحتياطي". كما أوصت لجنة الحقوقين الدولية المغرب بوضع حد فوري لسياسة وممارسة الاحتجاز السري والتسليم السري".

الاحتجاز والتعذيب والاختفاء القسري

لجنة التنسيق لعائلات المختفين مجهولي المصير وضحايا الاختفاء القسري كانت واحدة من الهيئات التي ضمن التقرير رؤيتها حيث أكدت أنه في ظل دستور عام 2011 الذي جرم الاختفاء القسري والاحتجاز التعسفي تم تسجيل عدة أحكام في قانون المسطرة الجنائية تضمن الحماية من الاختفاء القسري.

وطالبت الهيئة الحقوية بأن ينص صراحة في القانون الجنائي على تجريم وعدم تقادم الاختفاء القسري وينفذ التوصيات الصادرة عن فريق العمل المعني بالاختفاء القسري.

السلطات لم تحقق في حالات التعذيب

تبه التقرير الأممي التركيبي لتقارير المنظمات الحقوية، إلى أن "السلطات المغربية لم تحقق في حالات التعذيب أو حتى أنها منعت الضحايا المزعومين من تقديم شكاوى". وفي هذا الاتجاه قدم التحالف الدولي للحرية والديمقراطية والجمعية المغربية لحقوق الانسان عددا من حالات التعذيب المحددة التي ارتكبتها موظفو الدولة، منها ما أبلغ إلى المقرر الخاص المعني بمسألة التعذيب.

وأوصت منظمات حقوقية بالتحقيق في جميع حالات التعذيب وسوء المعاملة المزعومة، وأشارت لجنة الحقوقين الدولية أيضا إلى أن التعريف الحالي للتعذيب في القانون الجنائي لا يتماشى مع المعايير الدولية.

قلق حقوقي بخصوص الوضع الصحي بالمغرب

تحدثت التقرير الأممي التركيبي عن قلق حقوقي بخصوص الوضع الصحي بالمغرب، وقال بأن "الحق في الصحة ليس مدرجا في الدستور، ولا حظ أحد التقارير أنه " رغم الإصلاحات التي أجريت لتحديث النظام الصحي، فإن السياسات العامة ما زالت لا تستجيب لاحتياجات الضعفاء".



SOCIÉTÉ

FIGUIG Inauguration du Centre Belkacem Ouazzane

Dans le cadre des projets de réparation communautaire, le président du Conseil national des droits de l'Homme, Driss El Yazami, a inauguré, ce samedi à Figuig, le Centre Belkacem Ouazzane pour la préservation de la mémoire (parrainé par l'Association Nahda). El Yazami a également inauguré, dans la même journée, un projet d'une unité de production du couscous (parrainé par l'Association de la femme pour la solidarité et le développement), un espace pour les femmes, les jeunes et les enfants au quartier Baghdad (parrainé par l'Amicale des habitants de Hay Baghdad) et le jardin de la cité administrative (parrainé par le réseau des jeunes de Figuig).

Figuig

Inauguration de plusieurs projets réalisés dans le cadre de la réparation collective des préjudices

Le Président du Conseil national des droits de l'homme (CNDH), M. Driss El Yazami a présidé, samedi à Figuig, la cérémonie d'inauguration de plusieurs projets réalisés dans le cadre du programme de réparation collective des préjudices.

Ces projets concernent la réalisation du Centre Belkacem Ouazzane pour la préservation de la mémoire avec un coût global de 550.000 DH environ (le porteur du projet est l'Association Annahda de Figuig) et d'une unité de production du couscous pour un montant dépassant les 350.000 DH (Association de la femme pour la solidarité et le développement). Il s'agit également de l'aménagement du jardin du Quartier administratif pour un montant de l'ordre de 610.000 DH (le Réseau des jeunes de Figuig pour le développement), un projet de soutien pour les activités génératrices de revenus avec un coût global avoisinant les 440.000 DH (Association

Loudaguir pour le développement et de la coopération) et un espace pour enfants, femmes et jeunes dans le Quartier Bagdad pour un montant de plus de 320.000 DH (amicale des habitants du quartier Bagdad).

Ces projets ont pour objectifs la préservation de la mémoire, le renforcement des compétences des acteurs locaux, la promotion des droits de l'enfant et de la femme et la protection de l'environnement.

Dans ce cadre, la coordination locale de Figuig a élaboré un plan global dont la majorité des propositions ont été mises en œuvre. Ainsi, depuis le lancement de ce programme, 12 projets ont bénéficié d'un financement avoisinant les 5 milliards de DH, réalisés en partenariat avec la délégation de l'Union européenne, l'Agence de développement de l'Oriental, le Fonds de développement des Nations unies pour la promotion de l'égalité entre les sexes et la direction de la lutte contre

l'analphabétisme.

Dans une allocution de circonstance, M. El Yazami a indiqué que le CNDH, sur hautes instructions royales, a entamé le suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'Instance équité et réconciliation (IER), à travers l'adoption d'une approche visant la réhabilitation collective des régions ayant connu des violations des droits de l'homme. Le programme de réparation collective des préjudices, qui bénéficie du soutien de l'Union européenne et de plusieurs partenaires gouvernementaux, institutionnels et organisations internationales, vise la réalisation de plusieurs projets et programmes de développement économique, social et culturel des régions concernées par les violations des droits de l'homme dans le passé, la préservation de la mémoire ainsi que la consécration de la gouvernance locale à travers le renforcement des compétences des acteurs locaux.



Figuig

Inauguration de plusieurs projets réalisés dans le cadre de la réparation collective des préjudices

Le Président du Conseil national des droits de l'homme (CNDH), M. Driss El Yazami a présidé, samedi à Figuig, la cérémonie d'inauguration de plusieurs projets réalisés dans le cadre du programme de réparation collective des préjudices.

Ces projets concernent la réalisation du Centre Belkacem Ouazzane pour la préservation de la mémoire avec un coût global de 550.000 dhs environ (le porteur du projet est l'Association Annahda de Figuig) et d'une unité de production du couscous pour un montant dépassant les 350.000 dhs (Association de la femme pour la solidarité et le développement).

Il s'agit également de l'aménagement du jardin du Quartier administratif pour un montant de l'ordre de 610.000 dhs (le Réseau des jeunes de Figuig pour le développement), un projet de soutien pour les activités génératrices de revenus avec un coût global avoisinant les 440.000 dhs (Association Loudaguir pour le développement et de la coopération) et un espace pour enfants, femmes et jeunes dans le Quartier Bagdad pour un montant de plus de 320.000 dhs (amicale des habitants du quartier Bagdad).

Ces projets ont pour objectifs la préservation de la mémoire, le renforcement des compétences des acteurs locaux, la promotion des droits de l'enfant et de la femme et la protection de l'environnement.

Dans ce cadre, la coordination locale de Figuig a élaboré un plan global dont la majorité des propositions ont été mises en œuvre. Ainsi, depuis le lancement de ce programme, 12 projets ont bénéficié d'un financement avoisinant les 5 milliards de dhs, réalisés en partenariat avec la délégation de l'Union européenne, l'Agence de développement de l'Oriental, le Fonds de développement des Nations unies pour la promotion de l'égalité entre les sexes et la direction de la lutte contre l'analphabétisme.

Dans une allocution de circonstance, M. El Yazami a indiqué que le CNDH, sur hautes instructions royales, a entamé le suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'Instance équité et réconciliation (IER), à travers l'adoption d'une approche visant la réhabilitation collective des régions ayant connu des violations des droits de l'homme.

Le programme de réparation collective des préjudices, qui bénéficie du soutien de l'Union européenne et de plusieurs partenaires gouvernementaux, institutionnels et organisations internationales, vise la réalisation de plusieurs projets et programmes de développement économique, social et culturel des régions concernées par les violations des droits de l'homme dans le passé, la préservation de la mémoire ainsi que la consécration de la gouvernance locale à travers le renforcement des compétences des acteurs locaux.

تدشين مركز بلقاسم وازان لحفظ الذاكرة بفجيج

أشرف رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، إدريس اليزمي، يوم السبت 19 ماي 2012، على تدشين مجموعة من المشاريع المنجزة في إطار برنامج جبر الضرر الجماعي بفجيج. منها تدشين مركز بلقاسم وازان لحفظ الذاكرة (جمعية النهضة بفجيج) ومشروع وحدة إنتاج الكسكس (جمعية المرأة للتضامن والتنمية) وفضاء للنساء والأطفال والشباب بحي بغداد (ودادية سكان حي بغداد) وحديقة الحي الإداري (شبكة شباب فجيج) ومشروع دعم الأنشطة المدرسة للدخل في المجال السياحي (جمعية لوداغير للتنمية والتعاون).

منتدى الكرامة يدعو الى التدخل العاجل لحل مشكل الإضراب عن الطعام بالسجون المغربية

طالب منتدى الكرامة لحقوق الإنسان بفتح بحث في ما عرفته وتعرفه السجون المغربية من تعذيب يطال المعتقلين الإسلاميين والضرب على أيدي المسؤولين على ذلك. كما طالب في بيان له تلقى موقع "المبادرة بريس" بنسخة منه بتمكن الجمعيات الحقوقية من زيارة المضربين عن الطعام منذ التاسع من أبريل الماضي للإطمئنان على حالتهم الصحية ، والإستماع لمطالبهم ، ودعا الى التدخل العاجل لحل مشكل الإضراب عن الطعام .

وحذر بيان المنتدى الحقوقي الذي وقعه رئيسه الجديد عبدالعالي حامي الدين من خطورة مضاعفاته على السلامة البدنية والحق في الحياة. وفي ما يلي نص البيان :

يتابع منتدى الكرامة لحقوق الإنسان بقلق كبير تطورات الإضراب المفتوح عن الطعام الذي يخوضه ما يقارب من 150 من معتقلين الإسلاميين في مجموعة من السجون المغربية احتجاجا عن المعاملة القاسية واللاإنسانية والمهينة التي سجلها المنتدى، مع اللامبالاة والتجاهل الذي تسلكه الجهات المعنية والذي أدى إلى وفاة احدهم وهو المسمى قيد حياته أحمد بنميلود (جزائري الجنسية يبلغ من العمر 54 سنة) ، ناهيك عن حالات الغيبوبة والإغماء وتقيء الدم ومحاولات انتحار بعضهم .

ومن جهة أخرى تابع المنتدى ما تعرضت له عائلات المضربين عن الطعام من استعمال للعنف ضدها ومنعها من الوصول إلى سجن سلا 2 صباح يوم السبت 18 ماي من أجل الإطمئنان على الحالة الصحية للمضربين . **وما تعرضت له أيضا على الساعة 12:10 بعد منتصف الليل أمام ساحة المجلس الوطني لحقوق الإنسان بحضور رئيس منتدى الكرامة والمدير التنفيذي حيث انتقلت مجموعات من القوات العمومية على متن السيارات إلى الساحة المظلمة بسبب قطع التيار الكهربائي عنها** ، وبعدها أخبر ممثل السلطات المعتصمين بمهلة عشرة دقائق لإخلاء المكان سرعان ما أعطيت أوامر للهجوم من جهة أخرى، حيث تم استهداف المعتصمين بالضرب بالهراوات والرفس وتجريدهم من هواتفهم النقالة ، وحسب إفادات الضحايا تم رشقهم بالحجارة ومطارهم في الأزقة المجاورة مع ما رافق ذلك من اعتداء على سيارات المواطنين المركونة بجانب الطريق ، وإشهار السلاح الناري في وجه بعض المطاردين. وقد خلف ذلك اعتقالات وجروح وإصابات في صفوف أعضاء اللجنة المشتركة للدفاع عن المعتقلين الإسلاميين.

أمام هذه التطورات يسجل منتدى الكرامة احتجاجه عن :

- اللامبالاة والإهمال الطبي الذي اختارته المندوبية العامة لإدارة السجون والذي أدى إلى وفاة أحد المضربين عن الطعام وتهديد حق الآخرين في الحياة وفي السلامة البدنية .
- تعذيب المضربين عن الطعام في محاولة لتكسير إضرابهم عن الطعام بدل تمكين الجمعيات الحقوقية من زيارتهم والإستماع إلى مطالبهم ومعرفة الأسباب الحقيقية للإضراب المفتوح عن الطعام .
- استمرار ضرب الحق في التظاهر السلمي والإعتداء على المتواجدين في الساحة المقابلة للمجلس الوطني والمس بسلامتهم البدنية والإستعمال المفرط للقوة ، وعدم احترام القوات العمومية لمسطرة فض الإعتصامات القاضية باحترام المهلة والإخبار بواسطة مكبر الصوت. ويطلب منتدى الكرامة لحقوق الإنسان ب:

- فتح بحث في ما عرفته وتعرفه السجون من تعذيب يطال المعتقلين الإسلاميين والضرب على أيدي المسؤولين على ذلك.
- تمكين الجمعيات الحقوقية من زيارة المضربين عن الطعام للإطمئنان على حالتهم الصحية ، والإستماع لمطالبهم.
- التدخل العاجل لحل مشكل الإضراب عن الطعام وبجذر المنتدى من خطورة مضاعفاته على السلامة البدنية والحق في الحياة.
- التعجيل بإيجاد مقاربة حقوقية منصفة وفق آلية مؤسسية تشاركية لتسوية ملف ما بات يعرف بالسلفية الجهادية على قاعدة المقاربة التصالحية واتفق 25 مارس.

- تمتيع المواطنين بحقوقهم في التظاهر السلمي . والحيلولة دون الشطط في استعمال السلطة والإفراط في استعمال القوة وعدم الالتزام

بمقتضيات القانون الجاري به العمل .

أمام مرأى الحقوقيين.. السلطات تعنف معتصمين إسلاميين أمام المجلس الوطني لحقوق الإنسان

أقدمت السلطات المغربية، ليلة الأحد 20 ماي 2012، على التدخل العنيف لفض الاعتصام الذي كانت اللجنة المشتركة للدفاع عن المعتقلين الإسلاميين قد دعت إليه، صبيحة يوم السبت 19 ماي 2012، أمام مقر المجلس الوطني لحقوق الإنسان، بعد منعها من الاعتصام أمام السجن المحلي بسلا.

وقد قامت السلطات، بكافة تلاوينها، بمباغطة المحتجين والهجوم عليهم وفض الاعتصام بعنف شديد أدى إلى إصابات خطيرة وكسور في صفوف عدد من المعتصمين.

ورغم انسحابهم من مكان الاعتصام، بعد التدخل المذكور، إلا أن القوات طاردتهم لمسافات طويلة عبر أزقة مدينة الرباط، وقام من تبقى من القوات القمعية بمكان الاعتصام بسرقة الأحذية والأفرشة المتبقية هناك ولوازم الاعتصام من لافتات وأكل وهواتف نقالة وكاميرات، كما أن قوات الأمن أشهت مسدساتها في وجه مجموعة من المعتصمين أمام أعين المارة واحتجزتهم قرابة 30 دقيقة بإحدى سيارات الأمن الوطني قبل أن تخلي سبيل بعضهم وتحتفظ بالباقيين والذين لا يزالون لحد الساعة بمجهولي المصير.

وقد شهد هذه الأحداث كل من رئيس منتدى الكرامة لحقوق الإنسان عبد العالي حامي الدين و المدير التنفيذي للمنتدى محمد حقيقي والذي دخل في حوار مع مسؤولين أمنيين، حيث وعدوا بإمهال المعتصمين مدة 10 دقائق لإخلاء المكان إلا أنهم لم يفوا بوعدهم وتدخلوا مباشرة.

وقد استنكرت اللجنة المشتركة للدفاع عن المعتقلين الإسلاميين، في بلاغ لها، الطريقة التي تم بها منع الاعتصام السلمي، واستغربت من استعمال هذا الأسلوب البائد في التعاطي مع الاحتجاجات السلمية للمواطنين كما أكدت على مواصلة مسيرتها النضالية السلمية والمشروعة حتى تحقيق مطالبها العادلة، وحملت الحكومة مسؤولية سلامة السجناء الإسلاميين المضربين عن الطعام منذ أكثر من شهر وطالبت في البلاغ بتفعيل اتفاق 25 مارس الذي حضره وزير العدل الحالي مصطفى الرميد (رئيس منتدى الكرامة سابقا).

وكانت اللجنة المشتركة للدفاع عن المعتقلين الإسلاميين قد أعلنت نيتها تنفيذ اعتصام مفتوح يوم السبت أمام وزارة العدل، وذلك إثر ورود خبر وفاة أحد السجناء الإسلاميين المعتقل أحمد بنميلود الذي توفي عشية الخميس 17 ماي 2012 بعد 70 يوما من الإضراب، وكذلك بعد مرور أزيد من أربعين يوما عن دخول المعتقلين الإسلاميين في إضراب مفتوح عن الطعام منذ أوائل أبريل 2012.

وستعقد اللجنة ندوة صحفية يوم الثلاثاء 22 ماي 2012 بمقر هيئة المحامين بالرباط على الساعة العاشرة صباحا لتسليط الضوء على التدهور الخطير للحالة الصحية للمضربين عن الطعام، والظروف التي أدت إلى وفاة المعتقل أحمد بنميلود الذي جاوز إضرابه سبعين يوما أمام سياسة اللامبالاة التي تنهجها المندوبية العامة لإدارة السجون تجاه مطالب المضربين، والانتهاكات التي يتعرضون لها داخل السجون، وكذا سياسة القمع المنهجية التي يتخذها المخزن المغربي لإخراص الأصوات المطالبة بحرية وكرامة المعتقلين الإسلاميين.

المؤتمر الثامن للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان

لقت المفوضية القومية لحقوق الإنسان دعوة كريمة من اللجنة الوطنية لحقوق الإنسان في قطر لحضور المؤتمر الثامن للمؤسسات الوطنية العربي — حول ثقافة حقوق الإنسان في ظل المستجدات الراهنة في الفترة 15 — 16 مايو 2012م، حيث مثل السيد جوزيف سليمان خليل نائب رئيس المفوضية القومية وشخصي الضعيف المفوضية في المؤتمر الذي بدأ صباح الثلاثاء 2012/5/15م، بكلمة المفوض السامي لحقوق الإنسان الامم المتحدة، كلمة سعادة السيد موسى بيزات رئيس لجنة التنسيق الدولية للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان في موريتانيا «لأن نواكشوط استضافت المؤتمر السابع للمؤسسات العربية لحقوق الإنسان».. وكلمة سعادة الدكتور علي بن صميخ المري رئيس اللجنة الوطنية لحقوق الإنسان في قطر.. وبعد ذلك بدأت جلسات اوراق العمل، حيث ترأس السيد جوزيف سليمان الجلسة الاولى التي قدمت فيها ورقتان، الاولى حول برامج وتجارب المفوضية السامية لحقوق الإنسان في مجال التحقيق على حقوق الإنسان في الوطن العربي التي قدمها السيد فريد حمدان من مركز الامم المتحدة للتدريب والتوثيق.. اما الورقة الثانية فكانت حول الخطة العربية للتربية على مبادئ حقوق الإنسان للفترة من 2009 — 2014م بين الواقع والمؤمل، قدمتها السيدة لبنى ممدوح عزام — دبلوماسي من مكتب حقوق الإنسان بجامعة الدول العربية.

أما الجلسة الثانية فترأسها الدكتور جعفر طاهر حكمت رئيس المركز الوطني لحقوق الإنسان بالاردن، حيث قدمت في هذه الجلسة ثلاث اوراق عمل.. الورقة الاولى حول سبل تغيير الأنماط التقليدية الضيقة لمسألة المساواة بين الجنسين — أي دور للمؤسسات الوطنية، قدمها السيد محمد بن جديري المندوب الجمهوري للجنة الوطنية لحقوق الإنسان وعضو سابق في مجلس الجزائر، أما الورقة الثانية فكانت حول التربية على المواطنة — الحقوق والواجبات قدمها السيد أحمد حرب المفوض العام للهيئة المستقلة لحقوق الإنسان — فلسطين، والورقة الثالثة حول عمل دعائم سيادة القانون ودور منظمات المجتمع المدني قدمها سعادة الدكتور محمد فايق نائب رئيس المجلس القومي لحقوق الإنسان في مصر.

وبعد ذلك انقسم المؤتمر إلى ورشتي عمل ترأس الورشة الأولى الدكتور محمد إبراهيم العلاقي رئيس المجلس الوطني للحرية العامة وحقوق الإنسان بليبيا، وكانت بعنوان دور المؤسسات الوطنية في التعامل مع إشكالات المهجرة السرية ابتدرها السيد محمد الصبار أمين عام المجلس الوطني لحقوق الإنسان بالمغرب، أما الورشة الثانية فكانت حول حقوق العمال في ظل سياسات الشغل الدولية ابتدرها السيد عاطف عبد السلام المجالي رئيس وحدة المتابعة وإهاء حالات التجاور بالمركز الوطني لحقوق الإنسان في الأردن، وترأسها السيد أحمد عبدالله فرحان ثاني أمين عام اللجنة الوطنية لحقوق الإنسان في البحرين في يوم الاربعاء 2012/5/16م، وتم تقديم نتائج ورش العمل واعتماد التوصيات. وفي ختام المؤتمر عُقدت جلسة خاصة بأعضاء الوفود العربية سُميت بالجمعية العامة للشبكة العربية للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان تم فيها اعتماد النظام الأساسي للشبكة العربية للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان.. وهذه كانت أبرز الفعاليات الاساسية للمؤتمر. أما أبرز الملاحظات فكانت كالآتي:

* عكس المؤتمر أهمية المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان بالنسبة للمنطقة العربية خاصة في ظل «المستجدات الراهنة»، حيث تواجه هذه المؤسسات تحديات مشتركة في ميدان تعزيز دولة القانون والمبادئ الديمقراطية واحترام حقوق الانسان توجد الآن في المنطقة العربية اثنتي عشرة مؤسسة وطنية لحقوق الانسان تختلف مسمياتها، حيث يطلق على بعضها اسم لجان وأخرى مجالس او مفوضيات او دواوين مظالم. وكما قال الدكتور علي المري رئيس اللجنة الوطنية لحقوق الانسان القطرية «رغم اختلاف مسمياتها إلا أنها تنتمي جميعها لأسرة واحدة تسمى المؤسسات الوطنية لحقوق الانسان، وتهدف جميعها إلى حماية وتعزيز حقوق الإنسان، وتمارس اختصاصات متشابهة، مع العلم بأن على هذه المؤسسات الوطنية الالتزام الصارم بمبادئ باريس المعتمدة من الجمعية العامة للامم المتحدة رسمياً 1993م، كونها المرجعية القانونية التي يجب النظر إليها اثناء وضع قوانين إنشاء المؤسسات الوطنية لحقوق الانسان لضمان استقلاليتها، كذلك عليها أن تضع في الاعتبار قرار لجنة حقوق الإنسان بالامم المتحدة لسنة 1994م، بتبني إنشاء اللجنة الدولية للتنسيق بين المؤسسات الوطنية التي «تعتمد» المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان من خلال «لجنة الاعتماد» التي ترأسها قطر في هذه الدورة.

* عقدت المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان عدة مؤتمرات سنوية حيث اثمرت هذه المؤتمرات فكرة انشاء الشبكة العربية للمؤسسات الوطنية، وتم اتخاذ القرار في المؤتمر السابع بنواكشوط ابريل 2011م، وعقد اول اجتماع لجمعية العمومية بالدوحة مايو 2012م، حيث أحيى النظام الاساسي للشبكة، حيث وضع المؤتمرون الآمال العراض على الشبكة العربية الوليدة في دعم المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان في التأهيل والتدريب وتبادل الافكار والتنسيق.

* انعقاد المؤتمر الثامن للمؤسسات العربية بالدوحة تحت عنوان «حول ثقافة حقوق الإنسان في ظل المستجدات الراهنة» يعني أن نشر ثقافة حقوق الإنسان في المنطقة بات أمراً ضرورياً لاستمرار القيم الانسانية في هذه المجتمعات، وبات أكثر ضرورة في ظل المستجدات الراهنة، حيث يعتبر نشر ثقافة حقوق الإنسان امتداداً للربيع العربي وداعماً لاستمرار الثورة الناعمة، ودافعاً مهماً للتغيير الذي تنشده هذه المجتمعات حتى لا تنحرف ثورتها عن قيمها ومبادئها المنشودة.

* قامت اللجنة الوطنية القطرية لحقوق الإنسان بتنظيم هادف ومفيد لموضوعات المؤتمر الثامن للمؤسسات العربية، وتمثل ذلك في تقديم ورقة برامج وتجارب المفوضية السامية لحقوق الإنسان في مجال التثقيف على حقوق الإنسان في الوطن العربي، حيث تعتبر الورقة بمثابة خريطة طريق للمنظمات الوطنية لنشر ثقافة حقوق الإنسان في بلدانها.. حيث عرفت الورقة التثقيف في مجال حقوق الإنسان بأنه «أي جهد للتعليم والتعلم والتدريب والإعلام يرمي إلى إرساء ثقافة عالمية في مجال حقوق الإنسان، ويشمل المهارات والمعارف وتعلم ما يتعلق بحقوق الإنسان وآلياتها، فضلاً عن اكتساب المهارات لتطبيقها بصورة عملية، كذلك تنمية القيم وتعزيز المواقف والسلوكيات الداعمة لحقوق الإنسان واتخاذ الإجراءات اللازمة للدفاع عن حقوق الإنسان وتعزيزها.

كما استعرضت الورقة جهود المفوضية السامية لحقوق الإنسان في مجال التثقيف على حقوق الإنسان في المنطقة العربية، من بينها جهود قسم حقوق الإنسان في بعثة الأمم المتحدة في السودان، حيث اشارت الورقة إلى أن القسم نظم العديد من البرامج التدريبية لتعزيز القضاء في إقليم دارفور. وأصدر العديد من المطبوعات والمواد التدريبية الخاصة بالمكلفين بانفاذ القانون، وذلك ضمن ما عرف بالمشروع السويسري وتنظيم العديد من ورش العمل الوطنية حول القضاء على العنف ضد المرأة في دارفور كذلك كانت الورقة التي قدمتها الأستاذة لبنى ممدوح حول خطة الجامعة العربية للتربية على مبادئ حقوق الإنسان للفترة 2009 — 2014م، متسقة مع ورقة المفوضية السامية لحقوق الإنسان، حيث ارتكزت خطة الجامعة العربية على المبادئ التوجيهية التي وضعتها المفوضية السامية لحقوق الإنسان 1995 — 2004م، والتي جاءت استجابة لعدة قرارات صدرت عن الجمعية العامة للأمم المتحدة لوجنة حقوق الإنسان، والاشارة الى البرنامج العالمي للتثقيف في مجال حقوق الإنسان الذي اطلق في يناير 2005م، بالتشاور مع منظمة اليونسكو الذي يتألف من عدة مراحل احدثها مشروع خطة عمل للمرحلة الثانية 2010 — 2014م. ومن هذا المنطلق هدفت الخطة العربية للتربية على حقوق الإنسان 2009 — 2014م الى تحقيق اربعة اهداف رئيسية.

1/ إدماج حقوق الإنسان في المنظومة التربوية في مختلف المراحل التعليمية.
2/ تأهيل الكوادر البشرية وتدريبها في مجال التربية على حقوق الإنسان.
3/ هئية البيئة التعليمية للتربية على حقوق الإنسان.

4/ توسيع المشاركة المجتمعية في نشر ثقافة حقوق الإنسان. وبناءً عليه تضمنت الخطة العربية متطلبات محددة لتنفيذها تلخصت في التشريعات والهياكل والعنصر البشري والمالي. كما حددت الجهات المعنية بتنفيذها التي تم حصرها في جميع القطاعات الحكومية «التربية والتعليم العالي، حقوق الإنسان، العدل، الاعلام، العمل والشؤون الاجتماعية، التنمية الاجتماعية ومجالس الطفولة» ومؤسسات المجتمع المدني. ودون أدنى شك فإن الجزء الرئيسي فيها هو ما يتعلق بالتربية على حقوق الإنسان في المجال التعليمي، وتم تحديد ثلاثة مجالات له، مجال المناهج الدراسية ومجال البيئة التربوية ومجال التدريب.. وبما أن الورقة حملت عنوان «بين الواقع والمأمول» فإنها لم تنس الواقع المأزوم في التعليم في الوطن العربي، ومن أبرز تحدياته عدم تحديد سياسة تعليم واعية في اطار ديمقراطي يواكب متطلبات العصر والتفجر المعرفي وثورة الاتصالات التقنية.. وأشارت التقارير الدولية والاقليمية إلى أن مستوى التعليم في العالم العربي متواضع مقارنة بمناطق اخرى في العالم، ويحتاج الى اصلاحات عاجلة لمواجهة مشكلة البطالة وغيرها من التحديات الاقتصادية.

أما الاشكالية الأكبر والأهم فهي تتعلق بمفهوم حقوق الإنسان ناهيك عن ادراج هذا المفهوم في المناهج الدراسية، ولم تصل بعض الدول العربية الى مستوى القناعة بأهمية وضرورة التربية على حقوق الإنسان والتسامح وعدم التمييز. أيضاً لم يتطور الخطاب الرسمي العربي الى خطاب حقوقي مبدئي، وبقي في حدود الازدواجية والتناقض بين ما يقال وما يُشترع من جهة، وبين التطبيق الفعلي المناهض لثقافة حقوق الانسان ومرجعياتها العالمية من جهة ثانية، وعليه تظل الخطة العربية للتربية على حقوق الإنسان في قالبها النظري، ويظل السؤال كيف نقارب؟ والسؤال الأكبر ما هو دور المؤسسات الوطنية المعنية بحقوق الإنسان التي أنشأتها ما يقارب من نصف الدول العربية التي نسبة كبيرة منها لا تفي بمبادئ باريس وقرار الجمعية العامة الصادر في شهر ديسمبر 1993م. وفي الختام أشارت الورقة إلى أن المسؤولية الرئيسية عن تنفيذ الخطة العربية للتربية على حقوق الانسان تقع على كاهل الدولة، والخطة لا يمكن ترجمتها الى واقع الا من خلال اجراءات وتدابير تتخذ على الصعيد الوطني. وخلصت الورقة الى ان المطلوب اجراء دراسات مسحية تشخيصية محتوى حقوق الإنسان في المناهج الدراسية في الدول العربية بمختلف مراحلها «الابتدائي — الاعدادي — الثانوي — الجامعي».

* جاءت كلمة الدكتور موسى بريزات مُكملة لورقتي المفوضية السامية لحقوق الانسان وورقة الجامعة العربية، مما يجعلنا نكرر التهنئة والإشادة باللجنة الوطنية لحقوق الإنسان في قطر لتمكنها من وضع برنامج المؤتمر بكافة عناوينه في سياق منطقي متسق كلمة السيد موسى بريزات المفوض العام لحقوق الإنسان في الأردن رئيس لجنة التنسيق الدولية، ألفت الضوء على أهمية نشر ثقافة حقوق الانسان وحاجة المنطقة العربية الى ذلك في الوقت الراهن، ودور المؤسسات الوطنية في ذلك. والدكتور موسى بريزات بما له من خبرة طويلة وضع حقوق الانسان في مكانتها اليوم بالنسبة للعالم قائلًا: «حقوق الانسان هي المكون الثالث لمصفوفة العلاقات الدولية، الى جانب الامن والسلم ونزع السلاح من جهة والتنمية المستدامة من جهة اخرى. وان احترامها والالتزام بمبادئها يعتبر من اهم المعايير او المؤشرات على مدى توفر عنصري الشرعية السياسية والعدالة الاجتماعية في اي نظام حكم كان... كما أنها أحد المحاور الرئيسية لحوار الثقافات وتحالف الحضارات.. ولا توجد أية ديانة سماوية او فلسفة انسانية او حضارة بشرية ازدهرت وحلّت موروثاً دون ان تتضمن في جوهرها أبرز القيم والمبادئ التي تتكون منها منظومة حقوق الانسان المعاصرة. واستطيع التأكيد انه لا يمكن ان تنهار اية حضارة او تتلاشى وتندثر اية كينونة سياسية تعتبر الاعلاء من شأن حقوق الانسان واحترامها واشاعة ثقافتها بين مواطنيها من بين اهدافها الاساسية».

وبعد ذلك طرح الدكتور موسى سؤالاً واقعياً عن انتهاكات حقوق الانسان التي عرفها الآتي: «إن تطبيق مبادئ حقوق الانسان هو ما تحتاج اليه الاسرة الدولية اليوم مثلها مثل كل المجتمعات والجماعات والمجموعات التي تتعرض لمختلف انواع الانتهاكات لحقوقها وحرمانها الاساسية سواء اكانت من صنف الأقليات التي ترى ثقافتها او حتى هويتها مهددة بسبب هيمنة أغلبية مهيمنة او جراء نشاط الشركات غير الوطنية .. او تحرم من مصدر عيشها او حقها في بيئة سليمة او في ملكية اراضيها بسبب برامج التطوير والتنمية الوطنية والاقتصادية والتحديث.. أو كانت من إحدى الجماعات من الشعوب الأصلية من بين شعوب المعمورة العديدة، او تلك التي تخضع للاحتلال الاجنبي، أو كانت من صنف الفئات المهمشة او الأكثر عرضة للانتهاكات في مجتمعاتنا الوطنية كالمراة والاطفال وذوي الاعاقة والمسنين او العمال واللاجئين .. ولا تقتصر الانتهاكات لحقوق الإنسان على تلك الفئات، بل هناك المحرومون من حقوقهم وحرمانهم الأساسية في التعبير والاجتماع السلمي وحقوقهم في تكوين الأحزاب والجمعيات ويتعرضون للتعذيب وسوء المعاملة او الإهانة او العقاب القاسي والحاط من الكرامة.. وتحدث هذه الانتهاكات بأشكال مختلفة وفي مواقع كثيرة على وجه المعمورة ومن قبل بعض الدول، وربما ذات الدول التي شاركت في وضع المعايير والصكوك والمواثيق الدولية التي تجرم مثل هذه الممارسات.. ويتساءل د. موسى بريزات لماذا تعجز الدول «المتقدمة منها والنامية على حد سواء» عن الالتزام بشكل مرض بالمعايير الدولية الخاصة بحقوق الإنسان؟! يجيب د. موسى قائلًا: «إن كلمة السر في اغلب الاحوال هي «السياسة» سواء ما كان منها على صعيد العلاقات بين الدول او ما كان بين الجماعات ومراكز القوى داخل الدولة.. لكن هذه الدول اقدمت على شيء ربما كان من اهم ما ابتدعته المنظومة الاممية وهو القرار 134/48 بتاريخ 1993/12/20م، الذي اقر مبدأ تشكل المؤسسات الوطنية لحقوق الانسان ووضع لها الاسس والمبادئ التي تحكم تشكيلها وطريقة عملها وعلاقتها بالدولة الامم وبالمؤسسات الدولية والاقليمية والوطنية الحكومية وغير الحكومية».

لذلك يرى د. بريزات ان المؤسسات الوطنية اذا استوفت المعايير فإن ذلك يمكنها من امرين، هما الاعتراف العالمي وخاصة من قبل لجنة التنسيق الدولية. والامر الثاني الإقرار الرسمي من سلطة الدولة ومؤسساتها وأجهزتها بصلاحياتها الكاملة ما يمكنها من متابعة جميع أشكال الانتهاكات لحقوق الإنسان والتعامل معها من منطلق جميع اشكال الانتهاكات لحقوق الإنسان والتعامل معها من منطلق الاستقلالية التامة، وبموجب آليات العمل المنصوص عليها في قواعد باريس.. لذلك يجب الأخذ بيد هذه المؤسسات الناشئة دون المساس او التهاون او التساهل في جوهر معايير الاعتماد الموضوعية.. مؤكداً «إذا كانت المجتمعات في اية بقعة على هذه المعمورة بحاجة دائمة لهذه اللجان الحقوقية فإن المجتمعات العربية هي أحوج ما تكون إليها اليوم.. فالربيع العربي أتى كرد فعل على حالة الاحباط وانسداد الافق السياسي، وفي ذات الوقت أتى الربيع مصاحباً لصحوة الفرد العربي بحيث اصبح مواطناً له حقوق يريد بها ولا بد ان يحصل عليها ويمارسها مثلما أن عليه واجبات لا بد ايضاً ان يتحملها وينفذها ويقوم بها. ومفتاح ذلك بالنسبة للمواطن هو قيم الحرية والمساواة والعدالة.

* بالنسبة للسودان فقد تم إنشاء المفوضية القومية لحقوق الإنسان بقانون مطابق لمعايير باريس، وقد بدأت نشاطها بتلاقح الأفكار مع المفوضيات النظرية في العالم بحضورها لاجتماعات جنيف في مارس الماضي وفي افريقيا بلقاء بانجول في أبريل المنصرم، وفي الدوحة في مايو الجاري. والمفوضية القومية لحقوق الإنسان الآن في طور التكوين، وقد وقفت على الأوضاع في دارفور بزيارة شملت كافة الولايات والأوضاع في جنوب كردفان.. وتحتاج المفوضية إلى مبادرين من الأكاديميين والقانونيين وعلماء الاجتماع والدبلوماسيين والتربويين والعسكريين وكافة النشطاء، لدمج كافة الجهود الوطنية الانسانية من اجل تعزيز كرامة الفرد والمجتمع.

إن أهمية المؤسسات الوطنية تكمن في كونها حلقة وصل بين الحكومات من جهة ومنظمات المجتمع المدني والمجتمع من جهة أخرى، وفي مراقبتها وحمايتها لحقوق الإنسان والحد من انتهاكات حقوق الإنسان، سواء عن طريق مراقبة التشريعات والقوانين التي تؤدي للانتهاكات أو كتابة التقارير ولفت النظر إلى كافة الممارسات المجتمعية والرسمية التي لا تتطابق مع وثيقة الحقوق. وأبعد من ذلك السعي الدؤوب لتوطين معايير وقيم ومبادئ حقوق الإنسان وإعادة اكتشافها ونشر الوعي بشأها في مجتمعنا، وهذا ما جعل المؤتمر الثامن للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان حول ثقافة حقوق الإنسان في ظل المستجدات الراهنة، يأخذ بعداً إنسانياً اجتماعياً رسمياً بالغ الأهمية